

Une vie plus simple

Notre combat pour la simplicité

Par Gaspard Koenig

Je suis philosophe et écrivain.

Au cours de l'été 2020, j'ai passé plusieurs mois à traverser la France à cheval, demandant l'hospitalité dans les villages – du Périgord à l'Alsace en passant par le Berry et la Champagne. J'ai été à la fois émerveillé par la vitalité des territoires et frappé par une doléance récurrente, partagée dans des centaines de conversations : chacun dans son activité professionnelle comme dans sa vie personnelle se heurte à une montagne de normes, règlements, prescriptions en tout genre. Le droit est devenu fou. Personne n'est censé ignorer la loi, mais personne n'est en mesure de la connaître. Les honnêtes gens sont contraints de désobéir à des textes contraires au bon sens. Agriculteurs, bouchers, maçons, simples citoyens, nous ne tombons jamais dans la bonne case. Cette toile d'araignée normative nous freine, nous frustre, nous humilie, nous ruine parfois.

Le philosophe du XVI^e siècle Michel de Montaigne se plaignait déjà que « nous avons en France, plus de lois que tout le reste du monde ensemble ». Mais il admettait également que « nos lois sont libres assez », parce qu'aisées à contourner. Hélas, ce n'est plus le cas aujourd'hui, technologie aidant, et cette tradition nationale de lois comiques et inapplicables ne fait plus rire personne.

On peut accepter que la vie soit dure, pas qu'elle soit absurde. Or, la multiplication des normes, avec leur prétention vaine de cerner l'ensemble des paramètres possibles, crée des situations où la lettre du texte contredit son esprit. On voudrait bien respecter le principe général (le bien-être animal, l'esthétique des constructions, la protection du consommateur...), mais le degré de détails extravagant des exigences réglementaires finit par s'avérer contre-productif. Montaigne, juriste expérimenté, dénonçait déjà une loi trop bavarde, trop détaillée. « Qu'ont gagné nos législateurs à choisir cent mille espèces et cas particuliers et à y attacher cent mille fois ? demande-t-il dans *Les Essais*. Ce nombre n'a aucune proportion avec l'infinie diversité des actions humaines. »



Cette expérience de terrain est venue confirmer de manière concrète et pressante le constat bien connu de l'inflation

normative. Le Conseil d'Etat la dénonce depuis trente ans, rapport après rapport, en se lamentant que ses recommandations ne soient pas suivies d'effet. Il recense aujourd'hui 84 619 articles législatifs et de 233 048 articles réglementaires en vigueur. Mais l'élite politique, médiatique et administrative ne s'en soucie guère. D'abord parce qu'elle n'en subit pas les conséquences à titre personnel : quand on dispose d'un solide contrat de travail et qu'on a de bonnes relations pour résoudre les situations délicates, la norme ne représente qu'un embarras anecdotique. Ensuite parce que beaucoup en vivent. Enfin parce que la production de normes est jouissive : chaque député veut avoir une loi à son nom, chaque brillant haut fonctionnaire se plaît à exercer son intelligence sur de subtiles combinaisons théoriques, chaque inspecteur se réjouit de posséder dans sa manche un obscur motif pour tracasser son semblable. Nulle surprise alors que, dans le débat public, l'argument de la « protection » réduise au silence ceux qui oseraient dénoncer le fatras législatif.

Le principe même de l'Etat de droit, à savoir que nul n'est censé ignorer la loi, est devenu aujourd'hui une fiction. A quoi bon continuer à légiférer si la loi n'est plus ni compréhensible, ni applicable, ni respectée ?

Les commissions de « simplification » régulièrement mises en place ne sont pas à la hauteur de l'enjeu, de l'aveu même de leurs membres. Chaque gouvernement s'engage à réduire le volume des normes puis s'en désintéresse, laissant la machine bureaucratique à son inertie naturelle. La situation rappelle les dernières années de l'Ancien Régime : une administration surabondante, une justice incertaine, des textes illisibles. La Révolution est en bonne part née de ce galimatias, générateur d'injustice pour les citoyens ordinaires et de privilèges pour les initiés, comme les grandes entreprises aujourd'hui qui peuvent se permettre de déployer des armées de juristes dans les départements de *compliance*. La complexité étouffe la concurrence à l'avantage des puissants.

La complexité n'est pas seulement une tracasserie. Elle est devenue la principale source d'injustice, entre ceux qui font les règles, ceux qui en profitent et ceux qui les subissent. L'épisode des gilets jaunes illustre parfaitement cette colère qui monte : une norme de trop, un mouvement de révolte quasi universel, une tentative de se réapproprier l'espace commun sur les rond-points. L'année suivante, la mise en place des « attestations de déplacement » a achevé de transformer les relations entre les autorités et les citoyens en un jeu stérile de suspicion et de désobéissance.



D'où vient historiquement cette surréglementation hors de contrôle ? Alexis de Tocqueville, penseur de la démocratie naissante, a décrit en des pages célèbres le risque que la démocratie ne glisse vers un despotisme d'un nouveau genre.

« A l'ombre même de la souveraineté du peuple », sans renier frontalement nos droits et nos libertés, pourrait se développer « un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule ». Chacun cherchant son bien-être, son confort, sa sécurité, s'habitue à cette « servitude réglée, douce et paisible. » L'épidémie n'a-t-elle pas mis en valeur l'inquiétante facilité avec laquelle nous acceptons le contrôle de nos comportements les plus privés ? Le progrès ne se retourne-t-il pas alors contre lui-même, notre souci de vivre nous ôtant toute joie de vivre ?

La France n'est naturellement pas le seul pays concerné, même si sa tradition jacobine la place à l'avant-garde... Prolongeant l'analyse de Tocqueville, l'anthropologue David Graeber analysait il y a quelques années dans son *Utopia of Rules* la bureaucratisation du monde, un phénomène qui émane tout autant de la sphère publique que du secteur privé. Retournant l'affirmation bien connue selon laquelle un ménage modeste du XXI^e siècle, avec accès à l'eau courante et aux anesthésiques, vit mieux que Louis XIV qui pissait sur les parquets de Versailles et souffrait le martyr lors de ses chirurgies, Graeber se demande si un paysan du temps de Louis XIV n'était pas plus autonome que le citoyen-consommateur d'aujourd'hui. La liberté n'est pas seulement une question de pouvoir d'achat ni même de gouvernance politique : c'est avant tout la possibilité de mener une vie singulière.

Ainsi ne pourra-t-on véritablement inverser la tendance qu'à condition de changer d'état d'esprit, et d'accepter au sein de nos sociétés démocratiques la part de risque, d'incertitude et aussi de nuisance potentielle qui accompagne toute existence. Si nous ne voulons pas devenir des robots gouvernés par des algorithmes bienveillants, il faut secouer la première de nos chaînes : nous-mêmes, notre besoin insatiable de sécurité et de prévisibilité. A quoi sert de mener une vie confortable et longue mais totalement sous contrôle ? N'est-ce pas la définition de l'Enfer moderne ?

La question de la simplicité dépasse la sphère publique. La norme privée peut aussi s'avérer tout aussi handicapante et doit faire l'objet d'une dénonciation tout aussi virulente.

Les grandes entreprises se comportent vis-à-vis de leurs clients comme les administrations vis-à-vis des citoyens. Les plateformes soumettent leurs utilisateurs à des questionnaires de plus en plus intrusifs, facilités par les outils numériques. Pourquoi ne peut-on plus acheter un billet de train sans indiquer notre date de naissance ? Pourquoi la moindre application exige-t-elle de connaître notre identité ? L'e-papierasse occupe une bonne partie de nos journées et nous met à la merci de dispositifs de surveillance de plus en plus serrés. Devenues transparentes, nos existences passent sous le contrôle des algorithmes.

La notion de « norme » doit donc être entendue au sens large comme toute contrainte inutile pesant sur nos activités quotidiennes.

Retrouver le contrôle sur sa propre existence est une condition pour s'épanouir, créer, et tisser le lien social.

Un exemple parmi mille. On déplore à juste titre la disparition des **bistrot**s, passés de 600 000 en 1960 à 30 000 aujourd'hui. Or, la réglementation liée à l'ouverture d'un débit de boissons est si complexe qu'elle demande un stage de formation obligatoire de trois jours. Pas une formation à l'activité : une formation à la réglementation (permis d'exploitation, licence de débits

de boissons, etc). A ces démarches kafkaïennes s'ajouteront les contraintes et charges classiques liées à la création d'une SARL.

Le patron de bar qui aura triomphé de ce parcours du combattant administratif et investi dans des locaux aux normes sera ensuite responsable pénalement de l'ivresse de ses clients, au point de pouvoir être condamné à une peine de prison ferme pour « homicide involontaire ».

Dans ces conditions, qui voudrait se lancer dans le métier, à moins bien sûr d'appartenir à une grande chaîne qui s'assurera de toutes les procédures de conformité ? Comment s'étonner que les gilets jaunes aient monté des bars sauvages sur les rond-points ?

Dans un monde simple, chacun pourrait ouvrir un petit débit de boissons dans son garage, en respectant quelques normes élémentaires et en payant un impôt strictement proportionnel à ses bénéfices. Les ivrognes seraient seuls responsables des conséquences de leur comportement. Ne serait-ce pas le meilleur moyen de ranimer la vie collective dans les villages et les quartiers ?



L'administration a créé un « citoyen-type » censé correspondre magiquement aux formulaires. Or, ce citoyen n'existe pas. Personne ne rentre jamais dans les cases. C'est à la société de s'adapter à cette précieuse diversité, et non l'inverse. Il faut rendre la loi digne de respect, sans quoi il n'y a pas de démocratie possible. Montaigne, juriste de métier, fournit aussi la solution :
« Les lois les plus désirables, ce sont les plus rares, plus simples, et générales. »

Si nous voulons éviter que les gilets jaunes deviennent noirs ou rouges, il faut faire de la simplification une priorité politique absolue.

C'est ce qu'avait déjà compris le Premier Ministre Georges Pompidou il y a plus de cinquante ans, dans cette colère célèbre :

« Mais arrêtez donc d'emmerder les Français ! Il y a trop de lois, trop de textes, trop de règlements dans ce pays ! On en crève ! Laissez-les vivre un peu et vous verrez que tout ira mieux ! Foutez-leur la paix ! Il faut libérer ce pays ! »

Devenu Président, Pompidou a réitéré cette analyse en des termes plus soutenus dans une allocution devant le Conseil d'Etat : « De perfectionnement en perfectionnement, notre droit public, dont la vertu première était la simplicité et la souplesse, s'est progressivement compliqué au point de dérouter parfois les plus perspicaces. Dans le réseau complexe des règles et des principes, l'administrateur risque de se trouver peu à peu paralysé. Quant au citoyen que le droit doit protéger et aider, c'est avec quelque raison bien souvent qu'il affirme ne plus pouvoir le comprendre ni l'appliquer. »

En 2022 encore, les différents candidats à l'élection présidentielle vont proposer d'énormes grands plans de transformation qui aboutiront inévitablement à des tombereaux de décrets, d'exceptions, de contrôles et de contestations. **Et si ce dont le pays avait besoin, c'était de moins plutôt que de plus ?** Et si la tâche principale du prochain gouvernement devait être d'ôter plutôt que de rajouter ? Ce serait l'équivalent politique du serment d'Hippocrate : *primum non nocere*, avant tout ne pas nuire... Plutôt que de se demander « que faut-il faire ? », le prochain gouvernement devra se poser, nous poser en priorité la question suivante : « que puis-je défaire ? »



Il est temps de faire un grand ménage de printemps sur tous les textes qui nous empêchent d'exercer notre

activité ou de vivre notre vie. Durant mon voyage, je n'ai pu en recenser qu'un minuscule échantillon.

Aujourd'hui, dans la perspective de la prochaine élection présidentielle, j'invite tous les citoyens à indiquer les normes qui polluent leur existence.

A cette fin, je lance le mouvement SIMPLE, Site Indépendant et Militant contre la Pollution Législative, sur lequel chacun pourra très simplement poster un message. Balancez votre norme ! Des coordinateurs sur le terrain, baptisés Simplificateurs, doubleront cette initiative numérique d'un véritable travail de terrain, organisant séances publiques dans les municipalités, cafés et réunions d'appartements. **Je m'engage à présenter une synthèse fidèle de vos doléances d'ici six mois, à faire les propositions de réforme idoines, et à m'investir pour que le prochain quinquennat soit celui de la simplicité.**



La tragédie sanitaire que nous venons de traverser a mis en valeur les dysfonctionnements profonds de notre organisation administrative, à la fois trop directive et peu efficace. Elle nous a montré clairement dans quel monde nous ne voulons pas vivre : un monde où le gouvernement règle nos existences dans les moindres détails et où les passeports sanitaires deviennent permanents ; un monde sous cloche.

Au-delà de la question normative, c'est toute une méthode de gestion de la vie en société qui se trouve aujourd'hui en faillite. La verticalité a échoué, que ce soit dans l'éducation, l'entreprise, l'environnement, les institutions politiques ou l'aménagement du territoire. La France mérite mieux que des petits chefs. Nous sommes des adultes, capables de prendre les décisions qui nous

concernent pour notre activité, notre commune, notre vie familiale, notre santé, nos croyances. Il nous faut davantage d'ordre et moins d'arbitraire !

La simplicité est un objectif complexe à atteindre. Ce doit aussi être pour moi, et j'espère pour beaucoup de citoyens, une philosophie de vie. Voici comment je la décrirais :

Au quotidien, la simplicité suppose un certain dépouillement, en évacuant peu à peu le superflu qui est le lot de la surconsommation. J'ai dû pousser cet exercice à l'extrême lors de mon voyage à cheval, avec deux sacoches pour tout bagage, et pourtant rien qui me manquait. « Simplifiez, simplifiez ! » recommandait déjà le philosophe H.D. Thoreau.

Dans le rapport à l'autre, la simplicité est une vertu bien connue, évitant le double écueil de la déférence et de la familiarité. C'est un équilibre délicat, qui introduit un sentiment d'égalité tout en respectant la singularité de chacun.

Face aux outils numériques qui nous soumettent à un déluge de notifications et de sollicitations, la simplicité consiste à reprendre le contrôle de son cerveau, en sélectionnant avec soin les logiciels et applications que nous décidons d'utiliser.



Dans le monde de l'entreprise, la simplicité implique une forme de management à la fois clair et direct, autant éloigné de la comitologie que de la mode du bien-être. Le livre de Ken Segall sur Steve Jobs, *Insanely Simple*, décrit bien cette « obsession de la simplicité » au cœur du succès d'Apple.

Au contact de la nature, la simplicité est la science de ne pas trop intervenir. Le botaniste Gilles Clément a ainsi théorisé le « jardin en mouvement », évoluant de

manière organique, où la main de l'homme facilite l'œuvre de la nature plutôt qu'elle ne dirige. Voilà une bonne définition de l'écologie.

En art, le minimalisme est souvent un aboutissement, depuis le style de Stendhal jusqu'aux sculptures de Brancusi. Michel-Ange expliquait qu'il avait trouvé les formes parfaites de son David non pas en imaginant ce que la statue devait être, mais en éliminant ce qu'elle n'était pas. Ôter plutôt qu'ajouter, n'est-ce pas l'essence de la simplification ?

En philosophie, la simplicité prend la forme du rasoir d'Occam, inventé par le logicien médiéval Guillaume d'Occam. Il faut retirer aux concepts tout ce qu'ils ont de verbeux et d'imprécis pour aboutir à des définitions limpides. Trop souvent, les philosophes nous perdent dans un brouillard de néologismes. Tout ce qui se conçoit bien doit pouvoir s'énoncer clairement.

etc...

Et vous, quelle est votre manière d'être simple ?
